

<https://www.pressegauche.org/Selon-le-FRAPRU-la-gravite-de-la-crise-du-logement-commande-des-engagements>



**Selon le FRAPRU, la gravité de
la crise du logement
commande des engagements
clairs et ambitieux de la part
des partis fédéraux**

Date de mise en ligne : lundi 23 août 2021

- Communiqués -

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 23 août 2021 - Alors que les locataires du Québec et d'ailleurs au Canada sont aux prises avec une sévère et durable crise du logement, le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) interpelle les partis voulant former le prochain gouvernement canadien afin qu'ils prennent des engagements clairs en faveur du logement social. Selon Véronique Laflamme, porte-parole de l'organisme, « le logement social est la seule formule qui soit abordable de façon pérenne et qui permette de diminuer significativement le nombre astronomique de ménages locataires ayant des besoins urgents ».

Le FRAPRU précise que la pénurie de logements locatifs s'est accentuée dans plusieurs municipalités québécoises, alors que la hausse accélérée des loyers au cours des deux dernières années a mis l'ensemble des ménages locataires sous pression, y compris dans des grandes villes comme Montréal, Québec ou Gatineau où le taux de logements inoccupés a temporairement augmenté. Il rappelle à cet égard qu'en 2016, avant que la situation ne se détériore, 244 120 ménages locataires vivaient déjà dans un logement trop petit, trop cher ou insalubre.

Alors que 350 ménages locataires étaient toujours sans logement un mois après le dernier 1er juillet, le FRAPRU craint que la crise du logement ne s'enracine si des mesures structurantes et ambitieuses ne sont pas mises en oeuvre rapidement par tous les paliers de gouvernement. Au moment où s'amorce la deuxième semaine de campagne électorale, le regroupement de défense du droit au logement rappelle qu'Ottawa a un rôle crucial à jouer dans cette crise. Selon une estimation récente faite par le FRAPRU dans sa brochure Évolution des interventions fédérales en habitation, le retrait fédéral du financement de nouveaux logements sociaux au début des années 1990, a grandement contribué à la pénurie actuelle, ayant privé sa population de pas moins de 80 000 logements sociaux.

Pour du logement vraiment abordable, il faut cibler le logement social

À l'instar du Directeur parlementaire du budget (DPB), qui vient de publier un 2^{ème} rapport sur le sujet, le FRAPRU constate que Stratégie nationale sur le logement mise en place par le gouvernement libéral sortant, n'aura pas permis de diminuer le nombre de ménages locataires ayant des besoins impérieux de logement. « La stratégie fédérale actuelle a largement raté la cible, en s'éparpillant dans une panoplie d'initiatives qui, outre l'Initiative pour la création rapide de logements, financent la réalisation de logements dits abordables, très majoritairement privés, qui sont totalement inaccessibles financièrement aux ménages qui en ont réellement besoin », soutient Véronique Laflamme. « Le prochain gouvernement devra réorienter cette stratégie pour se concentrer sur la réalisation de logements sociaux, hors marché privé, et y consacrer les investissements nécessaires », enjoint-elle.

Afin qu'Ottawa contribue pleinement à sortir les locataires de la crise du logement, le FRAPRU demande aux partis en lice de s'engager à investir de manière récurrente 3 milliards \$ par année dans le financement de nouveaux logements sociaux. De tels investissements permettraient la réalisation de 7000 logements sociaux par année au Québec, ce qui a déjà été le cas par le passé. Ils contribueraient ainsi au grand chantier de 50 000 logements sociaux en 5 ans que le FRAPRU revendique auprès des deux paliers de gouvernements.

Le FRAPRU soutient également la campagne pancanadienne Votez logement demandant aux partis en lice de s'engager à construire et acquérir un minimum de 300 000 logements sociaux et communautaires sur une période de dix ans.

Maintenant qu'Ottawa a reconnu le droit à un logement suffisant tel que défini par l'ONU, dans la Loi sur la Stratégie nationale sur le logement adoptée en 2019, le FRAPRU enjoint tous les partis aspirant à former le prochain

gouvernement à proposer des politiques permettant de le faire réellement progresser. Or, jusqu'à maintenant, seuls le NPD et le Bloc Québécois parlent de logement social dans leurs plateformes. Le NPD s'engage à financer 500 000 logements sociaux et abordables, mais ne précise pas la part de logements sociaux. Le Parti libéral, qui n'a toujours pas diffusé sa plateforme, s'entête à ne parler que de logement abordable, ce qui laisse craindre qu'il se contente de poursuivre les objectifs insuffisants de la Stratégie nationale sur le logement. Quant au Parti conservateur, même s'il dit reconnaître la crise du logement, il mise sur des incitatifs au marché privé, ce qui est voué à l'échec.

Le FRAPRU compte sur la campagne en cours pour obtenir des engagements supplémentaires. Avec ses groupes membres de différentes régions, il interpellera par différents moyens les candidates et les candidats des différents partis au cours des prochaines semaines.